

ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
Pose d'un échafaudage
13 Route de Pontoise
Du 30 juin au 3 juillet 2026

Le Maire de la commune de Vaux-sur-Seine

Vu la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article 2212-2 ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L.2122-1 et L.2125-1 ;
Vu le Code de la voirie routière, et notamment son article L. 113-2 ;
Vu le Code Pénal, et notamment l'article R.610-5 ;
Vu l'arrêté permanent général réglementant la circulation et le stationnement de la Commune de Vaux-sur-Seine, portant le numéro 28/2023, en date du 23 février 2023 ;
Vu la délibération du conseil municipal, en date du 11 octobre 2022, relatif à la mise en place des tarifs d'occupation du domaine public ;

Considérant la demande de l'entreprise JCM GOMES, SIRET N°513.531.467.00027, ceci à des fins d'occupation au domaine public par la pose d'un échafaudage au 13 Route de Pontoise à Vaux-sur-Seine ;

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il y a lieu de réglementer temporairement l'usage et l'occupation du domaine public, ainsi que les règles de stationnement, selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1

Du 30 juin au 3 juillet 2026, la société JCM GOMES est autorisée à occuper le domaine public, ceci avec un échafaudage, au 13 Route de Pontoise à Vaux-sur-Seine.

L'édifice précité ne devra pas empiéter sur la chaussée et être muni d'une bâche de protection afin d'éviter toute projection sur les usagers. Une déviation pour les piétons sera mise en place avec une signalisation adéquate et réglementaire.

Article 2

Le bénéficiaire devra signaler l'occupation de l'emplacement précité par **l'affichage du présent arrêté**.

Article 3

Le demandeur devra s'acquitter d'une redevance d'un montant fixé à **60€** pour l'occupation du domaine public par un échafaudage à ladite période, ceci dès réception de l'avis de paiement émis par le Trésor Public.

Article 4

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Article 5

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Commissaire, chef de la circonscription des Mureaux
- Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Vaux-sur-Seine
- Monsieur le Responsable des Services Techniques de la ville de Vaux-sur-Seine
- Madame la Responsable du service de Police Municipale de la ville de Vaux-sur-Seine,
- Service des finances de la ville de Vaux-sur-Seine pour établissement du titre de recette
- Société JCM GOMES

Chacun est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté.

Article 7

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, après sa transmission aux services de l'Etat et à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication.

Fait à VAUX-SUR-SEINE, le 30 juin 2026

**Monsieur le Maire
Jean-Claude Bréard**

